



FOCUS

Les ODD, an 4 ! par Bettina Laville

Encore plus que les précédentes, la rentrée de cette année se place sous l'ombrelle des Objectifs de développement durable : nous avons en effet fêté le 25 septembre dernier le quatrième anniversaire de leur adoption, dans le cadre de la 74^{ème} Assemblée générale des Nations Unies à New York.

Cette rencontre fut le point d'orgue d'une année 2019 riche en événements internationaux : [G7 Environnement](#) à Metz début mai ; négociations intermédiaires sur le climat à Bonn en juin ; [Forum Politique de Haut Niveau sur les ODD](#) à l'ONU en juillet ; [G7 de Biarritz](#) fin août ; [COP 14](#) sur la désertification début septembre à New Delhi ; [Sommet sur le climat](#) le 23 septembre à l'ONU ; le [Sommet des ODD](#), le 25 septembre et, en décembre prochain, le [COP 25](#) sur le climat à Santiago, au Chili, sans oublier les élections européennes de fin mai, suivies du renouvellement de la Commission européenne.

En même temps, de nombreux rapports ont été publiés : celui de l'[IPBES sur la biodiversité](#), en mai ; les [rapports spéciaux](#) du GIEC sur les [terres et les changements climatiques](#) en août, et sur les [océans et la cryosphère](#) en septembre ; le [rapport annuel](#) de l'ONU sur les ODD également en septembre. Jamais science et géopolitique n'ont été autant entremêlées ... comme il a été dit dans le débat organisé par le Comité 21, le 3 octobre dernier, à Bpifrance, en présence notamment de Jean-Paul Moatti, Président de l'IRD. Ce dernier a présenté le premier « [Rapport](#) global du développement durable », bilan de 4 ans de mise en oeuvre des ODD, élaboré par un Groupe de scientifiques indépendants, mandatés par l'ONU en 2016 et dont il fait partie. Il en ressort un remarquable document, centré sur la « science de la durabilité », insistant notamment sur la prise en compte des interactions entre les ODD par des coalitions et des réseaux multi-acteurs (cf. [notre rubrique pour en savoir plus](#)).

Le message est clair ! Nous sommes loin du

compte, mais on peut atteindre nos objectifs, au prix d'un effort... énorme. Cette alerte fait résonance avec le rapport du GIEC pour limiter le réchauffement au-dessous ou proche de 1,5 °C ; on peut y arriver, si on change tout ...

La question est : peut-on adopter un programme nouveau pour le monde ? C'est l'ambition des ODD, fruit d'un compromis entre membres de l'ONU, ambitieux. C'est cette ambition là qu'il faut réussir, car le multilatéralisme, très ébréché, demeure vivant en matière d'environnement malgré les fêlures américaines ou brésiliennes. Dans la ligne du précédent siècle, maintes conventions de protection de la nature ont été adoptées et fonctionnent régulièrement *. Les 3 conventions, signées à Rio sur les [changements climatiques](#), sur la [diversité biologique](#), sur la [lutte contre la désertification](#) (1992/1994), l'[Accord de Paris sur le climat](#) en 2015, et, last but not least, l'[Agenda 2030](#) de septembre 2015, donnent un cadre de progrès pour la préservation de la planète ; décevant souvent, décourageant parfois, mais indispensable à notre bien commun. Et on peut ajouter que le débat de cet été sur la forêt amazonienne, s'il n'a pas abouti quant au « statut international » potentiel de ce patrimoine de l'humanité, constitue un témoin supplémentaire de ce mouvement environnementaliste multilatéral.

Ce quatrième anniversaire des ODD a été l'occasion d'un travail, aussi intensif que collectif, d'élaboration cette année de la « Feuille de route nationale de mise en oeuvre des ODD », présentée par [Elisabeth Borne](#), ministre de la Transition écologique et solidaire, le 20 septembre à Paris, et portée à New-York en ce mois de septembre, sous l'égide du Commissariat général au développement durable (CGDD) du Ministère de la Transition écologique et solidaire, en liaison étroite avec la Direction du développement durable du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, et auquel le Comité 21, avec d'autres parties



prenantes, a participé activement. Je veux remercier le Commissaire Thomas Lesueur, qui répond ici à nos questions, ainsi que sa prédécesseure, Laurence Monnoyer-Smith, pour leur volonté partenariale et la qualité des relations entre les différentes équipes, qui y président depuis plus d'un an.

Les initiatives présentées par les adhérents du Comité 21 dans ce numéro 197 d'Infos 21 illustrent bien la mise en oeuvre progressive et concrète de l'Agenda 2030 dans les territoires, particulièrement dans les domaines de l'éducation et de la formation. Et les actions de mobilisation citoyenne qu'ils ont suscitées et animées répondent aux mouvements spontanés de la société civile ou de certaines ONG - comme on le voit, même à Paris, en ce moment- sous formes de marches, de grèves et de manifestations, dont Greta Thunberg est l'effigie.

Quant à lui, et avec son antenne Grand Ouest et ses partenaires, le Comité 21 poursuit ce trimestre son « Tour de France des ODD » en passant par la Normandie (Caen, le 16 octobre) et par le Centre-Val de Loire (Tours, le 18).

Parce que plus que jamais, le local, c'est le global.

*Citons les conventions sur les zones humides (Ramsar, 1971), sur le [commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées](#) (CITES, 1973), sur la [protection du patrimoine mondial culturel et naturel](#) (Paris, UNESCO, 1972), sur la [conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe](#) (Berne, 1979), puis le [Protocole de Montréal](#) sur la protection de la couche d'ozone (mars 1985)

Bettina Laville, présidente du Comité 21
bettina.laville@comite21.org

Actualités des adhérents



Les ODD, c'est pas compliqué, un parcours e-learning pour oser la RSE !

3 questions à ...

Bpifrance, l'Agence Lucie, Global Compact France et B&L présentent, à l'occasion du Sommet Action Climat et des 4 ans des Objectifs de développement durable (ODD), un nouveau parcours e-learning innovant et gratuit sur la plateforme e-learning Bpifrance Université. Composé de 7 séquences vidéo (2-3 minutes) et d'une boîte à outils structurées autour des liens entre les enjeux business des entreprises, les ODD et la norme ISO 26000. Ce projet a pour objectif d'expliquer au plus grand nombre de TPE/PME et de manière efficace l'intérêt qu'elles ont à entamer cette démarche. [Pour en savoir plus Bpifrance](#) - laure.schlagdenhauffen@bpifrance.fr ; [Agence Lucie](mailto:communication@agence-lucie.com) - communication@agence-lucie.com ; Global Compact France - charlotte.beaute@globalcompact-france.org



La CFE-CGC édite un Guide pour les PME sur les Objectifs de développement durable

Se saisir des questions de développement durable peut être un levier de performance économique. En effet, de nombreuses normes affectent les fournisseurs des grandes entreprises (TPE et PME) : transparence de leurs activités auprès des investisseurs, traçabilité des produits, respect de l'environnement et des Droits Humains, etc. Il s'agit de reconstruire notre modèle économique actuel. Mais que peuvent mettre en place les PME pour appliquer les ODD de manière efficace dans l'entreprise ? Comment les intégrer à un Business Model ? **La CFE-CGC** a corédigé avec le **Global Compact**, le **Comité 21**, France Chimie et **Kedje Business School** une brochure dédiée aux PME « Petites et moyennes entreprises : comment vous différencier grâce aux Objectifs de Développement Durable ». Elle recense toutes les actions concrètes, les exemples duplicables de 12 TPE, PME et ETI qui, grâce à l'intégration des ODD, ont pu améliorer leurs performances économiques et répondre à des enjeux concrets comme l'anticipation de la demande future ou encore la recherche de nouveaux talents. Ce guide est soutenu par le ministère de la transition écologique et solidaire, **l'Institut de l'économie circulaire** et l'Institut national de la relation client. [Pour en savoir plus](#) - François Moreux - françois.moreux@cfecgc.fr



EcoAct s'engage pour les ODD 5 et 13 « Les femmes à l'offensive pour le climat ! »

Saviez-vous que 80 % des réfugiés climatiques sont des femmes ? Les jeunes filles sont les premières à être retirées de l'école en période de sécheresse pour venir en soutien à leur famille... Saviez-vous également que 75% des femmes (versus 57% des hommes) pensent que des changements majeurs de nos modes de vie sont nécessaires pour lutter efficacement contre le changement climatique ? Les femmes sont des actrices incontournables pour accélérer la transition écologique. Le Women's Forum qui s'est tenu du 30-31 mai 2019 a lancé à Kyoto [la Charte d'engagement \(english\)](#) pour les femmes et le climat. Affronter le changement climatique, c'est aussi accepter un nouveau leadership : celui des femmes... Cette charte est le résultat des travaux menés par [le Daring Circle](#) (groupe de travail du Women's Forum) sur les Femmes et le climat, porté par la BNP Paribas et l'Oréal, accompagné par KPMG et [EcoAct](#). Ils ont identifié cinq leviers clés pour faciliter une action climatique plus inclusive. Si vous partagez les mêmes valeurs, ambitions et objectifs, vous pouvez participer à notre action en signant [ICI](#) la Charte à titre personnel ou au nom de votre organisation. Le [Global Meeting](#) du Women's Forum se tiendra à Paris du 20 au 22 novembre où les questions des femmes et du climat seront au cœur des débats. [Pour en savoir plus](#) - Fanny Guezennec - fanny.guezennec@eco-act.com



Nomadéis promeut l'éducation au changement climatique en Colombie et au Mexique

La publication du dernier rapport du GIEC est limpide : si l'on veut enrayer le réchauffement climatique, il faut radicalement changer de comportement, à toutes les échelles ! C'est pourquoi **Nomadéis** accompagne et conseille, en partenariat avec **l'Agence française de développement** dans le cadre du FFEM, [l'Office for Climate Education](#) (OCE) sur le lien entre éducation et changement climatique. Leur ambition ? Promouvoir l'éducation au changement climatique dans l'enseignement primaire et secondaire à l'international afin d'impulser de nouveaux comportements éco-responsables. **Nomadéis** et l'OCE produisent différentes ressources pédagogiques, aident le développement professionnel des enseignants ainsi que les communautés locales dans l'appropriation pérenne des ODD. La phase pilote porte l'effort sur deux pays particuliers : la Colombie et le Mexique. Ce choix est d'autant plus significatif pour la mise en œuvre des ODD, car si ces pays, d'une diversité géographique et politique remarquable, peuvent voir ce projet se déployer dans le monde, ils sont en même temps frappés de plein fouet par le changement : ils n'ont plus d'autres choix que de s'adapter. Aussi, la formation des enseignants permet-elle de contribuer à une éducation de qualité (ODD 4) et à la réduction des inégalités (ODD 10), en garantissant que tout type de communauté (rurale ou



Thomas Lesueur, Commissaire général au développement durable

La feuille de route pour la France de l'Agenda 2030 a été présentée le 20 septembre, quelles sont les grandes lignes à retenir ?

Cette feuille de route est la nouvelle stratégie de développement durable qui va guider la mise en œuvre de l'Agenda 2030 par la France au cours des prochaines années. Elle a été présentée par Madame la ministre de la Transition écologique et solidaire, Elisabeth Borne, lors de l'évènement français pour l'anniversaire des Objectifs de développement durable (ODD) le 20 septembre. Cette feuille de route traduit pour la France les objectifs de développement durable en 6 enjeux transversaux :

1. Agir pour une transition juste, en luttant contre toutes les discriminations et inégalités et en garantissant les mêmes droits, opportunités et libertés à toutes et à tous
2. Transformer les modèles de sociétés par la sobriété carbone et l'économie des ressources naturelles, pour agir en faveur du climat, de la planète et de sa biodiversité
3. S'appuyer sur l'éducation et la formation tout au long de la vie, pour permettre une évolution des comportements et modes de vie adaptés au monde à construire et aux défis du développement durable
4. Agir pour la santé et le bien-être de toutes et tous, notamment via une alimentation et une agriculture saines et durables
5. Rendre effective la participation citoyenne à l'atteinte des ODD, et concrétiser la transformation des pratiques à travers le renforcement de l'expérimentation et de l'innovation territoriale
6. Oeuvrer au plan européen et international en faveur de la transformation durable des sociétés, de la paix et de la solidarité

Comment a été élaborée la feuille de route de la France pour l'Agenda 2030 ? Comment ont été associées les parties prenantes ?

L'Agenda 2030 est l'affaire de tous et l'élaboration de cette feuille de route a impliqué au cours de l'année 2018-2019, une communauté d'environ 300 acteurs, publics et privés d'horizons divers. Parlementaires, ministères, entreprises, associations, collectivités territoriales, syndicats et chercheurs se sont réunis dans le cadre de groupes de travail dédiés et d'ateliers en intelligence collective. Je tiens d'ailleurs à saluer l'implication du Comité 21 tout au long de cette démarche et en particulier concernant les travaux sur la vision et les grandes orientations partagées par les acteurs. Ces travaux se sont déroulés sous la conduite d'un comité de pilotage associant État et société civile. La feuille de route n'est donc pas uniquement celle de l'État mais bien celle de tous les acteurs de la société française.

Que faut-il faire aujourd'hui pour renforcer l'engagement de tous dans l'appropriation des ODD et les mettre en œuvre ?

Il faut maintenant se focaliser sur l'action. C'est dans cette perspective que des coalitions d'acteurs autour des priorités françaises de l'Agenda 2030 seront mises en place. Le Gouvernement se mobilise dès à présent pour concevoir des processus et des leviers d'intégration des ODD dans l'action de l'État. Par exemple, le plan « Service public exemplaire » sera un outil privilégié d'appropriation et de déploiement de

urbaine, quelle que soit l'ethnie) ait accès à des connaissances de base, indispensables pour comprendre le changement climatique et ses impacts (ODD 13). En outre, ce projet favorise l'amélioration de la gouvernance, par la collaboration étroite entre les réseaux d'acteurs, - notamment, la participation d'institutions publiques, scientifiques, gouvernementales et d'ONG. Ces partenaires partagent une vision commune, et les rapprochent des objectifs de l'ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs ». Les enseignants de Colombie et du Mexique seront à même d'enseigner à leur tour les ODD et de contribuer localement à leur appropriation. [Pour en savoir plus](#) - Leah Ball - leah.ball@nomadeis.com



Préserver pour partager : le plan stratégique de Pernod Ricard dans sa chaîne de valeur

La mission de **Pernod Ricard** peut se résumer par « Good Times from a Good Place », soit « préserver pour partager ». Pour eux, convivialité ne rime pas avec excès : il s'agit de préserver l'authenticité des relations humaines tout en préservant l'environnement. C'est pourquoi l'entreprise inscrit dans son [plan stratégique](#) les ODD, notamment : les ODD 13 (lutte contre le réchauffement climatique) et 15 (conservation, restauration et utilisation durable des écosystèmes terrestres). Les ODD 5 et 8 - ODD n°5 égalités entre les sexes et ODD n°8 croissance économique durable - font partis des piliers de cette entreprise qui confère une place primordiale à l'humain. **Pernod Ricard** accorde également une attention toute particulière aux déchets générés et à l'énergie utilisée le long du process de fabrication, aussi l'entreprise souscrit aux ODD n° 12 et 14 - ODD n° 12 consommation et production durable, ODD n°14 conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources maritimes. En tant qu'hôte responsable, Pernod Ricard soutient les ODD n°3 et n° 17 - ODD n°3 Santé et Bien-être et ODD n°17 mettre en oeuvre le partenariat mondial pour le développement - grâce à de nombreux partenariats tel que le programme [Responsible Party](#), mené avec le réseau d'étudiants Erasmus Student Network. Leur chaîne de valeur ne prend pas seulement en compte ces 8 ODD, mais imbrique plus largement 14 ODD. [Pour en savoir plus](#) - Joanna Depery - Joanna.Depery@pernod-ricard.com



Un réseau de solidarité se crée à Ayen pour accueillir les familles de réfugiés syriens (ODD 16)

Un important réseau de solidarité s'est créé dans **la commune d'Ayen** depuis le mois de juillet 2018 afin d'accueillir les familles de réfugiés en provenance de Syrie. La mobilisation a porté sur de nombreux aspects comme l'apprentissage de la langue, l'aménagement des logements, l'aide à la mobilité, l'intégration scolaire et sociale, l'aide à la recherche d'emplois... Ce réseau de bénévoles est accompagné par l'association Chemins Singuliers mandatée par la préfecture de la Corrèze. La collectivité met aussi à disposition une mission de service civique pour faciliter les apprentissages notamment auprès des enfants. Les résultats sont probants : une bonne prise en compte des problématiques de santé grâce à l'accompagnement des professionnels de santé de la commune, une insertion professionnelle en quelques mois dans deux entreprises locales (villages de vacances et entreprise de maçonnerie), une bonne maîtrise de la langue après seulement une année en France de l'ensemble des familles. Deux jeunes filles intègrent la 2nd en bac pro dans un lycée après une première année au collège, aucun rejet de la part de la population et une montée en compétence du réseau de bénévoles ... **Ayen** est la preuve que les villages et petites villes peuvent être des lieux bienveillants pour un accueil solidaire réussi. [Pour en savoir plus](#) - Jérôme Perdrix - jerome.perdrix@laposte.net



AFNOR: des ODD aux normes ISO, il n'y a qu'un pas !

De nombreuses normes volontaires (cadre de référence qui vise à fournir des lignes directrices, des prescriptions techniques ou qualitatives pour des produits, services ou pratiques au service de l'intérêt général) correspondent aux ODD. A fortiori celles qui sont adoptées par les 164 membres de l'ISO, l'Organisation internationale de normalisation, au sein de laquelle l'**AFNOR** représente la France ! L'ISO a d'ailleurs répertorié toutes les normes volontaires utilisables pour avancer sur chacun des ODD, par exemple quelque 336 normes sur « bonne santé et bien-être » (ODD n° 3). Mais c'est assurément l'ISO 26000 qui facilite le plus dans une stratégie d'ancrage aux ODD: cette norme volontaire de 2010 fournit le mode d'emploi pour déployer une politique de développement durable en sept « questions centrales », dans un esprit d'amélioration continue. Par ailleurs, si l'organisation souhaite mettre en avant son engagement responsable, le label Engagé RSE est l'outil idéal (il reprend la structure de l'ISO 26000). Bientôt, le labellisé appuiera sur un bouton et observera immédiatement l'avancée de sa contribution aux ODD ! Cet outil est aussi précieux aux

l'Agenda 2030 au sein des administrations. Le développement durable sera également davantage pris en compte dans la conception des réformes et dans le budget, notamment grâce à la mise en place du « budget vert ». Tous les acteurs ont un rôle à jouer dans l'atteinte des ODD. Je pense par exemple à l'intégration croissante des ODD dans les stratégies des acteurs privés et dans les contrats d'objectifs et de performance des établissements publics. Les associations et ONG ont un rôle particulier en matière de sensibilisation du plus grand nombre et de suivi des avancées. La recherche s'organise également pour structurer une « Science au service des ODD » associant citoyens et décideurs afin d'évaluer, éclairer et expérimenter. Les parlementaires ont monté un groupe de travail dédié au ODD, les collectivités se mobilisent progressivement pour intégrer les ODD dans les dynamiques territoriales... Bref, chacun peut agir à son niveau pour diffuser l'Agenda 2030 et plus encore contribuer à sa mise en oeuvre.

[Pour en savoir plus](#)

Pour aller plus loin

Le Sommet des ODD : l'Humanité a un long chemin à faire !



Les Objectifs de développement durable, définis en 2015 par 193 Etats membres de l'ONU, ont pour but de rassembler les acteurs publics et privés afin d'atteindre ces objectifs d'ici 2030 et par là enrayer le réchauffement climatique. Le premier sommet ODD des chefs d'Etat et de Gouvernement a eu lieu le 24 et 25 septembre 2019 à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York. Il était l'occasion de faire le bilan des 4 premières années de mobilisation en faveur des ODD, d'identifier les défis à relever ainsi que les leviers à mettre en oeuvre pour les atteindre. Mais la trajectoire est alarmante. Après quatre ans, aucun pays n'est sur la bonne voie selon le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres. Ce constat qui est repris dans [le premier rapport global sur les ODD](#) ; les interconnexions entre les ODD sont à privilégier. À la tribune, le Premier ministre de l'Ouganda, représentant le groupe des États africains, a insisté sur le manque de financement de la part des Etats développés vis-à-vis des états en développement pour mener le développement et une transition juste et faible en carbone. Par ailleurs, les entreprises vont devoir mettre la main à la poche selon Paul Polman, l'ancien PDG d'Unilever désormais président de la chambre de commerce internationale et vice-président du Global Compact, qui s'exprimait lors du sommet sur les ODD pour les entreprises. Bien que la société civile fût présente lors de ce sommet (SDG Action Zone, SDG Business Forum et Forum des Gouvernements locaux) les ODD doivent gagner en visibilité. En effet, La France, le Japon ou la Grande Bretagne sont particulièrement à la traîne avec seulement 10 % de la population familière avec les ODD contre plus de 50% en Chine, Inde ou Turquie selon une étude [IPSOS/World Economic Forum](#) publiée pendant le sommet. Dans [une déclaration politique](#) adoptée à l'unanimité, les 195 États membres s'engagent à mobiliser des financements, à améliorer la mise en oeuvre des ODD à l'échelle de leur pays et à renforcer les institutions pour faire en sorte que l'Agenda 2030 soit une réalité. Il est également envisagé la création d'une plateforme pour piloter les actions à venir des différents

entreprises du CAC 40 qu'aux acteurs des territoires. C'est pourquoi le groupe AFNOR poursuit sa mission de sensibilisation partout en France, par le biais de ses délégations régionales. [Pour en savoir plus](#) - Guillaume Maincent - guillaume.maincent@afnor.org



Le GERES développe une plateforme de mobilisation citoyenne pour encourager la solidarité climatique

C'est une évidence, les ODD ne seront atteints que si le climat reste vivable et la solidarité climatique est indispensable. Avec cet enjeu, le GERES veut à la fois agir face à l'urgence climatique et soutenir une transition énergétique juste. En s'appuyant sur cet outil universel des ODD, une plateforme de mobilisation citoyenne a été développée ; objectif, 1 million d'actions pour le climat. Le GERES y invite les citoyen.ne.s à parcourir les 17 ODD, s'informer et s'engager sur 60 éco-gestes. L'organisation d'ateliers pratiques sur l'énergie, le compostage ou encore le gaspillage complète cette démarche digitale. Près de 10 000 citoyens se sont déjà mobilisés pour changer leurs habitudes ! Des entreprises, collectivités ou associations s'engagent aussi et agissent pour la solidarité climatique. L'association les accompagne dans la mise en oeuvre de plans de réduction de leurs émissions, ou de formations et de campagnes de sensibilisation et de mobilisation de leurs collaborateurs.rice.s, membres ou client.e.s. Près de 400 000 actions ont été comptabilisées sur deux ans. Faisons grimper le compteur ! [Pour savoir plus](#) - Mathieu Grapeloup - m.grapeloup@geres.eu



Goodplanet : des posters éducatifs pour sensibiliser aux ODD dans toutes les écoles

Les ODD recourent de fait les enjeux globaux du monde contemporain et de demain. Ils restent mal connus du grand public, c'est pourquoi la **Fondation GoodPlanet** leur consacre 18 posters pédagogiques destinés à toutes les écoles de France. 70 000 kits de 18 posters d'un format de 58cm x 78cm (les images sont reproduites en format 43,5 cm x 70,5 cm) sont distribués gratuitement dès l'automne 2019 dans les écoles primaires, collèges et lycées. Cette exposition associe de belles photographies (de photographes du monde entier) à des textes explicatifs sur chacun des ODD. Ce projet a pu voir le jour grâce à la collaboration du Ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse, de la MAIF, de GEODIS, de Canopé et des photographes. Ces outils pédagogiques visent avant tous les jeunes qui seront les citoyens de demain. [Pour en savoir plus](#) - Julien Leprovost - julien@goodplanet.org



L'association Teragir élargit son projet associatif à la mobilisation citoyenne

En l'espace d'une seule génération, la dégradation des écosystèmes à l'échelle planétaire est devenue une menace globale. Elle est le symptôme de la crise de sociétés dont l'organisation, les modes de production et de consommation sont profondément destructeurs. Nous avons le pouvoir et le devoir d'écrire une autre histoire. Aussi, l'**association Teragir**, pionnière du développement durable (création 1983) s'est donnée pour mission de sensibiliser et d'accompagner les acteurs de la société dans l'action grâce à des programmes dédiés aux professionnelles (Pavillon Bleu, Clef Verte, Eco-Ecole, Journée internationale des forêts, Jeunes Reporters pour l'Environnement). Aujourd'hui, **Teragir** et l'**Agence Française de Développement** lancent un projet de campagne de citoyenneté mondiale qui accompagnera les Français dans leur prise de conscience et leur action au quotidien, avec pour cadre d'action : l'Agenda 2030 et ses 17 ODD, conçus pour être mis en oeuvre de façon interdépendante et inséparable. Teragir travaillera à ce que cet engagement nourrisse l'action des décideurs territoriaux et nationaux. Les modalités de ce projet seront dévoilées dans les prochains mois. [Pour savoir plus](#) - Thierry Leréverend - thierry.lereverend@teragir.org



Un projet fédérateur « Formation, Education, Compétences et Objectifs de développement durable » porté par le RéUniFEDD

acteurs sur la prochaine décennie. [Pour en savoir plus](#) - [Journal de Bord du MTES-CGDD](#)

1er rapport global développement durable : un appel à la coalition du monde scientifique et à l'action du politique



« Le futur, c'est maintenant ! Les innovations de demain » est le premier rapport global développement durable remis à Antonio Guterres le 11 septembre. Il a été préparé par un groupe de scientifiques indépendants des experts de l'ONU. Ce rapport paraît 32 ans après celui du « Our Common Future », coordonné par Gro Harlem Brundtland, auteur de la préface du GDSR,

dont les recommandations avaient alimenté le Sommet de la Terre à Rio (1992). Les auteurs souhaitent que la question des inégalités soit mise au coeur de l'Agenda 2030, condition indispensable pour réussir le développement durable. Il se dégage quatre messages clés : la situation du développement durable est alarmante et urgente ; tous les ODD doivent être pris dans leur globalité et travaillés en interaction ; des transformations radicales sont à engager dans plusieurs domaines clés (alimentation, énergie, production, consommation, urbanisme ; la question du financement et des investissements privés et publics « sustainable label » ; la promotion de la science de la durabilité). Le rapport se conclut par un « appel à l'action » qui propose 20 interventions susceptibles d'accélérer la réalisation des 169 cibles des 17 ODD d'ici à 2030 (*english*) 252 pages. [Pour en savoir plus](#)

« Ensemble pour le climat et les ODD » : le gouvernement et la société civile fêtent les 4 ans des ODD !



Quatre ans après l'adoption de l'Agenda 2030, quelles connaissances ont les citoyens des 17 ODD adoptés par l'ONU en 2015 ? Selon [Focus 2030](#) (sondage d'opinion européen), les conclusions sont sans détour : l'appropriation par les citoyens des ODD n'est pas un succès. Ainsi seuls 9% des citoyens en France, Allemagne, Royaume-Uni et 8% des américains déclarent avoir lu ou entendu parler des ODD. Aussi, la célébration du 4^{ème} anniversaire des ODD par le Ministère de la Transition écologique et solidaire-Commissariat général pour le développement durable et de ses 50 acteurs partenaires le 20 septembre à la Cité Internationale Universitaire de Paris a eu plusieurs objectifs : valoriser les actions menées en faveur des ODD, notamment la mobilisation de la jeunesse, mais aussi de faire connaître l'Agenda 2030 et les 17 ODD au plus grand nombre. A cette occasion, la feuille de route nationale a été présentée par Elisabeth Borne, ministre du MTES. Parmi les 400 participants se trouvaient des entreprises, collectivités, associations et institutions financières. A cette occasion, lors de la table ronde Associations et ODD, Sarah Schönfeld, directrice du C21 a présenté le Tour de France des ODD, au côté du mouvement asso et de l'Association 4D. [Pour en savoir plus](#) - [4^{ème} anniversaire](#) - [voir l'événement du 20 septembre](#)

Feuille de route de la France pour l'Agenda 2030 : les acteurs français s'engagent dans la

Le RéUniFEDD (Réseau Universitaire pour la Formation et l'Education à un Développement Durable) s'est saisi des 17 ODD pour proposer des outils de formation et d'éducation au développement durable. Le projet fédérateur FECODD - dont l'objectif global consiste à mettre en synergie des actions et des dispositifs d'éducation et de formation au DD - mobilise des outils qui croisent les pratiques de terrain et les recherches dans une optique de formation aux métacompétences nécessaires pour construire le monde de demain. Ce projet FECODD (initié en septembre 2018) a donné lieu à un colloque en juillet 2019, qui a permis à de nombreux acteurs de l'éducation et de la formation de présenter et discuter leurs recherches, pratiques, expérimentations et projets. Une nouvelle étape s'ouvre en 2019-20 avec la co-construction d'outils articulant ODD et compétences dans le cadre de recherches-formatives collaboratives. La mise à disposition de ces outils de formation, adaptés à différents contextes (scolaires, universitaires et associatifs), est prévue pour juillet 2020. A terme les outils issus du projet FECODD ont vocation à s'intégrer dans un réseau d'observatoires où le RéUniFEDD prendrait en charge le volet éducation. [Pour en savoir plus](mailto:alain.legardez@univ-amu.fr) - Alain Legardez - alain.legardez@univ-amu.fr



L'Université Pour La Solidarité (PLS) analyse la place du développement durable dans l'agenda politique européen

Le développement durable est « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs », Mme Gro Harlem Brundtland, Premier Ministre norvégien (1987). Il ne peut être réussi que s'il comprend : un développement économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable. Assurer ces trois piliers est le défi actuel des politiques européennes. Si la reconnaissance du développement durable en un objectif de l'UE s'est amorcée au début des années 2000, pour autant, le processus d'intégration de la notion reste ambivalent... Or l'UE est un contributeur actif des négociations internationales sur l'environnement et fut l'une des premières régions au monde à se doter d'une stratégie de développement durable en 2001. Le développement durable, souvent présenté comme une priorité dans les politiques européennes, est-il réellement au cœur des préoccupations ? L'adoption en 2015 de l'Agenda 2030 et de ses 17 objectifs de développement durable (ODD) a certes contribué à relancer l'action de l'UE en faveur de la transition... mais tantôt volontariste, tantôt en retrait, l'approche de l'Europe n'est pas constante. Dans cette publication, l'Université Pour La Solidarité analyse la mise à l'agenda politique européen du développement durable ainsi que l'intégration des ODD dans les politiques européennes. [Pour en savoir plus](mailto:mathilde.mosse@pourlasolidarite) - Mathilde Mosse - mathilde.mosse@pourlasolidarite



Dix ODD et 110 propositions pour « Gagner la Bataille du climat »

Depuis seize mois, la Communauté de communes Flandre Intérieure élabore son Plan Climat Territorial, document structurant pour le territoire. Contrairement à l'ambiance morose autour du réchauffement climatique, mais sans en ignorer l'importance, **Alain Dubois, adhérent citoyen du Comité 21**, a proposé, avec l'association des Acteurs Régionaux du Développement Durable (ARDD), « 110 propositions pour Gagner la Bataille du Climat » avec pour objectifs : réduire notre consommation d'énergies fossiles, séquestrer le carbone, s'adapter aux changements climatiques et apporter un soutien technique et financier aux pays en développement. Aujourd'hui, l'ARDD propose de conjuguer le PCAET de la CCFI et l'Agenda 2030 pour disposer d'indicateurs permettant à nos politiques locales de s'inscrire dans le « Green New Deal » et dans le mouvement d'une véritable coopération d'échanges entre les communes, notre pays, l'Europe et la communauté internationale. Cette proposition se présente sous forme de 21 fiches techniques regroupant les 55 actions du Plan Climat- Air-Énergie Territorial (PCAET) réparties dans une dizaine d'ODD avec les indicateurs retenus qui leur conviennent. [Pour en savoir plus](mailto:dedicclimat2020@gmail.com) - Alain Dubois - dedicclimat2020@gmail.com



Alter Echo et Echo Logis, une initiative locale à Bordeaux Métropole

Le 10 octobre dernier, l'**Echo Logis** a ouvert ses portes aux habitants du sud de Bordeaux et des communes de Bègles, Talence et Villenave d'Ornon (33). Géré et animé par l'association Alter Echo, créée ce 15 septembre 2019 et portée par **Jacques Laporte**, adhérent citoyen -, l'Echo Logis est un lieu destiné à accompagner les adhérent(e)s dans la transition écologique et sociétale, pour tous les actes relevant du quotidien (habitat, énergie, consommation, alimentation, déchets, jardin, transports-mobilité...). Les activités destinées à accompagner les citoyens dans cette transition seront diverses : mise à disposition de ressources documentaires générales et spécialisées, organisation et animation d'ateliers de sensibilisation et de soirées

mise en oeuvre des ODD



Depuis plus d'un an, le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES), sous l'égide du Commissariat Général pour le Développement Durable, (CGDD) ainsi qu'une

communauté d'environ 300 acteurs publics et privés (ONG, entreprises, collectivités, parlement...), dont le Comité 21, ont contribué au COPIL chargé d'élaborer la feuille de route pour l'Agenda 2030. Le 20 septembre dernier, cette feuille de route a été présentée par la [ministre du MTES, Elisabeth Borne](#), devant les parties prenantes. Elle fixe le cap pour une France entreprenante, solidaire et écologique, qui ne laisse personne de côté et ne vit pas au crédit de ses enfants ni de l'environnement, que ce soit sur le territoire national, en Europe et à l'international. 6 enjeux de taille à mettre en oeuvre : éradication de la pauvreté ; neutralité carbone ; formation continue ; santé et bien-être ; participation citoyenne aux ODD ; paix européenne et internationale. Le volontariat et l'engagement citoyen en France et à l'international, ainsi que l'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI), sont identifiés comme des outils favorisant l'appropriation et la participation des citoyens à cet Agenda 2030. [Pour en savoir plus](#)

La Fondation ELYX, ambassadrice de l'ONU pour la communication grand public sur les ODD



La communication auprès des citoyens est le talon d'Achille de l'Agenda 2030. C'est pourquoi, à l'occasion du sommet climat de l'ONU en septembre dernier, la fondation ELYX présente

les Objectifs de développement durable pour le climat sur un site internet dynamique ainsi que 10 planches téléchargeables pour comprendre les 9 thèmes du Sommet plus un thème supplémentaire (la mode responsable) : la transition énergétique ; la finance verte ; la transition industrielle ; les solutions basées sur la Nature ; les villes et l'action locale ; résilience et adaptation ; prévention et atténuation ; la mobilisation de la jeunesse ; leviers économiques et sociaux ; la mode responsable. Chaque thème est abordé selon la structure suivante : situation / défis / objectifs 2030 et offre des documents précieux pour comprendre chaque thématique et connaître les leviers d'action. Ce contenu a été conçu par la Fondation ELYX avec le soutien de l'ADEME et le concours du bureau d'information des Nations Unies pour l'Europe occidentale. Une version scolaire sera accessible prochainement. [Pour en savoir plus](#)

1500 bibliothèques mobilisées pour le développement durable



Le 25 septembre 2019 a eu lieu le 4^{ème} anniversaire de l'Agenda 2030 et des 17 Objectifs de développement durable de l'ONU. Il s'agit plus que jamais de mener des

actions de sensibilisations auprès du grand public sur les ODD. Le Ministère de la Transition écologique et solidaire (MTES) a donc lancé un appel auprès des bibliothèques de France. Plus de 1500 bibliothèques municipales, départementales, universitaires et scolaires se sont mobilisées dans toute la France autour des ODD. L'opération a été orchestrée depuis 2016 par un groupe de travail national créé par l'Association des bibliothécaires de France (ABF), le Comité Français International Bibliothèque et Documentation (CFIBD), Bibliothèque Publique d'Information (BPI) et l'Ecole Nationale Supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques (ENSSIB). Différents outils de communication et de médiation ont été conçus par le groupe de travail français de l'International Federation of

thématiques, proposition d'une petite restauration bio, locale et de saison, mutualisation de services de proximité ... Dans l'attente des soutiens et encouragements promis par certaines des collectivités locales concernées, Alter Echo et l'Echo Logis vont fonctionner financièrement sur la base des dons et autres soutiens privés, matériels et immatériels. Jacques Laporte - contact@alter-echo.info



Des initiatives citoyennes au service des ODD

Sandrine Maisano, citoyenne adhérente du Comité 21 souhaitant déployer et aider à l'appropriation des ODD, a mené deux actions entre octobre 2018 et septembre 2019. La première, dans le cadre de son enseignement de la Responsabilité Sociétale des Entreprises et des organisations (RSE) ainsi que l'enseignement du développement durable dans les divers MBA et Masters of Science où elle intervient (ISG, Neoma et Polytechnique). Elle a intégré une séquence de formation systématique sur les ODD dans ses modules, dont des séances pédagogiques interactives avec les étudiants sur les ODD. Ces séances de questionnement en groupes restreints ont permis aux étudiants de comprendre le fonctionnement de l'Agenda 2030 et du dispositif des ODD, leurs utilités et par là, comment les transposer dans le monde de l'entreprise. La deuxième action, **Sandrine Maisano** l'a réalisé pour commémorer l'anniversaire des ODD. Elle a initié et coanimé une soirée originale sur le campus parisien de Neoma Business School (fusion de Sup de Co Reims et Sup de Co Rouen), le 24 septembre dernier. Cet événement, réalisé avec deux animateurs du Club Développement Durable de Neoma, a rassemblé 30 personnes qui ont appris à se servir des ODD au sein des entreprises. La Fonda, le Global Compact France et le Comité 21 ont participé à l'élaboration de trois ateliers ludiques afin de rendre plus accessible le dispositif des ODD. Ces initiatives citoyennes, moments conviviaux et néanmoins cruciaux pour l'avenir de la jeunesse, le Comité 21 souhaite les renouveler en partenariat avec le collège citoyen pour les années à venir ! Sandrine Maisano - sandrine.maisano@gmail.com

Le Comité 21 en action



Un nouveau chapitre pour le Tour de France des ODD!

Après 4 étapes préfiguratrices en 2017-2018, ce sont 14 nouvelles étapes qui sont à prévoir jusqu'en 2021 dont l'une s'est déjà déroulée en Guyane en juin 2019, et deux autres arrivent prochainement en Normandie (Caen) et Centre-Val de Loire (Tours), respectivement les 16 et 18 octobre. Les ambitions de ce programme sont de créer des partenariats multi-acteurs autour de rencontres, débats et ateliers thématiques, de favoriser une appropriation des Objectifs de développement durable et d'inciter les collaborations, notamment internationales. Il s'agit de s'inspirer de réalisations innovantes déjà à l'œuvre dans les territoires et en faire le socle de la déclinaison locale de l'Agenda 2030. Depuis 2017, ces rencontres ont en effet permis de faire émerger de nombreux projets, de renforcer les partenariats existants et d'offrir une visibilité aux initiatives durables engagées dans les Régions participantes. Le Tour de France est soutenu par l'Agence française de développement, le Ministère de la Transition écologique et solidaire, l'ADEME et la Banque des territoires. N'hésitez pas à nous contacter si vous désirez que le Tour de France s'arrête chez vous ! [Pour en savoir plus](#). Elsa Charon - charon@comite21.org



16 octobre à Caen: le Tour de France des ODD fait étape aux Assises normandes du développement durable

La première étape du Tour de France des ODD de cette rentrée se fera ce 16 octobre à Caen, en Normandie. Elle s'inscrit dans les 3e Rencontres normandes du développement durable, en partenariat avec la Région Normandie et ARE Normandie, et aura pour thème l'éducation au développement durable. L'organisation de cette journée repose sur des tables rondes nationales et régionales durant la matinée, lors desquelles de nombreux acteurs publics, privés et associatifs prendront la parole pour échanger sur l'appropriation de la feuille de route

Library Associations and Institutions (IFLA), comme des « petites astuces écolos », 17 cubes en carton -un par cible- portant des recommandations de bonnes pratiques. [Pour en savoir plus](#)

Agenda du Comité 21

16/10 à Caen : [étape](#) du Tour de France des ODD dans le cadre des Assises normandes du développement durable

17/10 à Angers : [journée](#) « Accélérons ensemble les transitions avec les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 organisée par la DREAL et le Comité 21 Grand Ouest

18/10 à Tours : [nouvelle étape](#) du Tour de France des ODD en Centre-Val de Loire : des ODD à l'action locale organisé par le Comité 21 Grand Ouest

21/10 à Paris : réunion Collège citoyens adhérents

23/10 à Paris : séminaire Conseil d'administration et équipe du Comité 21

4-5/11 à Nantes : [formation](#) « Organiser et animer un processus de concertation avec les acteurs du territoire » organisée par le Comité 21 Grand Ouest

5/11 à Paris : [journée](#) sur le décryptage de la feuille de route nationale des ODD avec le CEREMA, Empreintes écologiques, la Fonda, Global Compact France, le Rameau, SDSN

6/11 à Paris : Conseil d'administration du Comité 21

13/11 à Paris : [atelier#8](#) du programme Adaptation aux changements climatiques « freins et leviers à l'adaptation : quels sont-ils et comment les contourner? »

14-15/11 à Paris : [formation](#) « Le B.A-BA du dialogue avec les parties prenantes »

17/11 à Angers : [journée](#) pour accélérer ensemble les transitions avec les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 - Comité 21 Grand Ouest

17-18/11 à Paris : [formation](#) « La RSE pour les petites et moyennes entreprises »

18/11 : webinaire « Adaptation au changement climatique : exemple de collaboration entre acteurs du territoire » : avec les interventions de Maurizio Mariani (Eating City) et Philippe Renier (Grand Port Maritime de Bordeaux) organisé par le Comité 21 au Salon virtuel du Climat

20-21/11 à Paris : [formation](#) « Comprendre les politiques et les programmes européens relatifs au développement durable »

21/11 à Saint-Père-en-Retz : [atelier](#) « L'éco-conception : enjeux et bénéfices » - Comité 21 Grand Ouest

26/11 à Nanterre : participation au Jury et remise du prix « Territoires de Commerce Équitable » afin de décerner le label « [Territoires de Commerce Équitable](#) »

26/11 à Nantes : [atelier](#) « [Changements climatiques : la nécessaire adaptation](#) » - Comité 21 Grand Ouest

28/11 à Paris : événement de lancement du rapport annuel de l'[Observatoire Mondial de l'action climatique non-étatique](#) coordonné par Climate chance avec un cahier Adaptation aux changements climatiques en partenariat avec le Comité 21

2-13/12 à Santiago du Chili : participation à la [COP25](#) avec un side-event au Pavillon France (à confirmer)

5-6/12 à Nantes : [formation](#) « RSE pour les petites et moyennes entreprises : par où commencer ? » - Comité 21 Grand Ouest

12/12 à Nantes : [atelier](#) « [Energie collaborative : modèle énergétique du futur](#) ? » - Comité 21 Grand Ouest

La vie de l'association

Le Comité 21 a déménagé!

nationale ainsi que sur les expériences de territorialisation des ODD. L'après-midi, seront organisés des ateliers thématiques, chacun centrés sur des aspects spécifiques de l'éducation au développement durable. Les participants pourront se répartir entre 24 ateliers qui se déclineront selon des thèmes adaptés à des types d'acteurs ou de problématiques particulières. Il y aura notamment des ateliers centrés sur les moyens de renforcer l'engagement citoyen, l'alimentation durable dans les projets de territoires, le tourisme durable, les leviers pour l'action en faveur de la biodiversité, etc. [Pour en savoir plus](#). Elsa Charon - charon@comite21.org



Après Caen, nouvelle étape du France des ODD en Centre-Val de Loire, à Tours!

L'étape organisée par le Comité 21 Grand Ouest, le 18 octobre, à Tours en Centre-Val-de-Loire s'articulera avec la COP régionale. Cette journée démarrera par une table ronde multi-acteurs autour des liens entre les ODD et les initiatives portées par les collectivités. Plusieurs acteurs publics et associatifs viendront pour faire part de leur expérience dans l'appropriation des ODD dans leur territoire. L'après-midi se focalisera sur des ateliers thématiques participatifs visant à identifier les leviers de mobilisation et d'action pour les différents acteurs impliqués (citoyens, collectivités, établissement d'enseignements et de recherche, institutions bancaires). Dans le cadre de la COP régionale, l'objectif sera de créer une dynamique territoriale pour prendre des engagements individuels et collectifs afin de répondre aux défis environnementaux propres au contexte régional. [Programme](#) - [Inscription](#). Marie Laboussset - laboussset@comite21.org



Quelles sont les nouvelles compétences ? une étude du Comité 21, de la CPU et de la CGE

Exigences des « millenials », compétences transversales, nouveaux métiers liés au digital et à la data, transition écologique... Comment prendre le train des transformations sociétales ? Le Comité 21, la Conférence des grandes écoles et la Conférence des présidents d'université ont présenté les défis actuels rencontrés par les organisations publiques et privées en tant qu'employeurs et les leviers à actionner pour s'adapter, le 2 octobre à l'Ecole supérieure nationale des Arts. Cette étude « Mutations sociétales et nouvelles compétences » s'adresse à tous les employeurs, administrations publiques, entreprises, collectivités, associations, universités et grandes écoles... une série de recommandations sont formulées par le monde professionnel à l'attention des acteurs du monde de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ce texte porte une double ambition : éclairer les universités et grandes écoles dans l'adaptation de leur offre de formation afin de répondre aux besoins en nouvelles compétences des organisations, et identifier les principaux impacts des mutations sociétales sur les métiers des organisations de divers secteurs d'activité. Trente entretiens ont été réalisés par le Comité 21 avec des responsables des ressources humaines d'organisations issues du secteur privé (grandes entreprises, PME, ETI, Start up), des associations, des professionnels du recrutement et du conseil, de l'administration publique, des collectivités territoriales ainsi que des établissements d'enseignement supérieur et de recherche. Les 3 et 4 octobre à Lyon a eu lieu le [congrès de la Conférence des Grandes Ecoles "Nouveaux métiers, nouvelles compétences : quelles attentes des entreprises ?"](#) devant 270 participants. A cette occasion, Sarah Schönfeld et Mohamed Bangoura ont présenté l'étude et ses recommandations. [Lire l'étude](#) - [Lire la synthèse](#) - Sarah Schönfeld - schonfeld@comite21.org



Le Guide pratique « Pour une meilleure appropriation de l'Agenda 2030 par les collectivités territoriales » arrive !

A l'occasion du Salon des maires et du Congrès des maires, les 19, 20 et 21 novembre, le Comité 21 sortira son guide pratique « Pour une meilleure appropriation de l'Agenda 2030 par les collectivités territoriales », en partenariat avec le Ministère de la transition écologique et solidaire et la Banque des territoires. Celui-ci vise à favoriser l'intégration des ODD dans les politiques publiques locales et se divise en 4 parties distinctes : la première partie vise à contextualiser l'Agenda 2030, faire le lien avec l'Agenda 21 et la feuille de route nationale ; la deuxième partie offre une analyse croisée des compétences et des outils des collectivités avec les ODD ; la troisième partie du guide présente des fiches dédiées à la mise en oeuvre de chacun des ODD et les interactions qui peuvent être identifiées entre ceux-ci, à travers des exemples concrets des projets réalisés au sein des territoires. Enfin, la dernière partie se focalise sur des retours d'expériences de plusieurs collectivités engagées dans des projets et stratégies liées aux objectifs de développement durable. Elsa Charon - charon@comite21.org



Depuis le 1er septembre, les bureaux du Comité 21 sont au 102 avenue des Ternes (Paris 17ème), métro : porte maillot. Les numéros de téléphone sont inchangés. N'hésitez pas venir nous voir dans ces nouveaux locaux! comite21@comite21.org

Rendez-vous du Comité 21

17 octobre à Angers : une journée pour accélérer ensemble les transitions avec les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030



La DREAL des Pays de la Loire organise une rencontre « Accélérons ensemble les transitions avec les objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 ». Organisé et animé par le Comité 21 Grand Ouest et en partenariat avec le Cerema, cet événement s'inscrit dans le cadre [des rencontres départementales](#) proposées dans chaque département des Pays de la Loire de septembre à décembre 2019. Comment cette nouvelle grille de lecture des ODD est-elle adoptée par les acteurs de la région des Pays de la Loire ? Permet-elle de redonner du souffle aux projets de territoire de développement durable et aux démarches des acteurs privés ? Avec quels leviers et outils ? Dans quelle mesure peut-elle mobiliser de nouveaux acteurs, favoriser plus de coopération entre acteurs publics et privés pour accélérer la transformation de notre modèle de développement ? Il s'agira de découvrir l'Agenda 2030 et les 17 objectifs de développement durable ; de porter un nouveau regard sur les projets et les actions concourant au développement durable (PCAET, PAT, projets d'économie circulaire, rapport de développement durable...) grâce à cette nouvelle grille de lecture, et de comprendre les potentialités des ODD pour redonner du souffle aux démarches et lancer de nouveaux projets plus ambitieux. [Pour en savoir plus](#). Alexandre Pleurdeau - pleurdeau@comite21.org

13 novembre : atelier #8 « freins et leviers à l'adaptation : quels sont-ils et comment les contourner ? »

Face aux changements climatiques, un large spectre d'actions est disponible pour atténuer les conséquences et agir sur les causes. Pourtant, les freins à la mise en place de réorganisations sont nombreux et ralentissent considérablement l'action collective face à une urgence



L'Adaptation aux changements climatiques au cœur de l'activité du Comité 21

Le Comité 21 se mobilise depuis 2017 sur l'enjeu de l'adaptation aux changements climatiques. En effet, si les efforts portés sur l'atténuation sont essentiels, l'adaptation ne doit plus être au second plan des négociations internationales et des stratégies des acteurs, publics comme privés. Fort du constat que l'adaptation doit être mise en oeuvre rapidement et dans tous les secteurs d'activité, le Comité 21 appuie ses adhérents, afin de les sensibiliser et de les outiller sur ces enjeux. Pour cela, un programme spécifique a été développé afin de créer une culture commune de l'adaptation, par le biais de huit ateliers sur des sujets transversaux (définitions, indicateurs, freins et leviers) entre 2018 et 2019. Ce programme continue, et la seconde phase sera lancée début 2020. Celle-ci sera composée de plusieurs ateliers avec une perspective sectorielle. Un rapport sera également publié afin de capitaliser sur les connaissances acquises lors de la première phase. De plus, notre association ambitionne de diffuser de la connaissance et générer une prise de conscience sur l'adaptation, par ses publications (livre corédigé avec le CNRS et publication le 28 novembre 2019 d'un cahier sur l'adaptation dans le cadre de l'Observatoire Mondial de l'action climatique non-étatique de l'Association Climate Chance) et sa présence lors d'événements nationaux (Formation sur l'adaptation aux changements climatiques le 2 octobre 2019, le Sommet Virtuel du Climat le 18 novembre 2019) et internationaux (COP 25 à Santiago du Chili, du 2 au 13 décembre 2019). Virginie Hugues - hugues@comite21.org



Le Comité 21 décrypte la loi relative à l'énergie et au climat !

Le 26 septembre 2019, la loi énergie-climat a été définie adoptée par le Sénat ouvrant ainsi la voie à sa promulgation. Le Comité 21 a décrypté le texte et mis en perspective les mesures au regard des enjeux et de l'urgence climatique. Quelles doivent être nos priorités nationales pour répondre à l'urgence ? Les rapports des scientifiques sont unanimes et plaident pour une réduction rapide des émissions de gaz à effet de serre (GES). Chaque budget carbone non respecté restreint les budgets carbonés disponibles et rend la tâche plus risquée. En parallèle, une autre priorité pour pouvoir réduire ces émissions de GES s'est imposée à la France avec la crise des gilets jaunes : la lutte contre les inégalités. La France veut y répondre dans cette loi par la neutralité carbone. Ce concept guide aujourd'hui les négociations internationales, européennes, et les entreprises. La loi qui déclare l'« urgence écologique et climatique », intègre-t-elle les priorités de lutte contre le réchauffement climatique et contre les inégalités ? Retrouvez le résumé de notre analyse [ici](#). La note complète est disponible pour les adhérents via votre compte sur www.comite21.org/espace-adherent/ ou sur demande auprès de Sarah Dayan - dayan@comite21.org



Plateforme RSE: le Comité 21 participe au groupe de travail Biodiversité

En réponse à la saisine de la Secrétaire d'Etat Emmanuelle Wargon, la Plateforme RSE a lancé début septembre un groupe de travail sur l'enjeu de la biodiversité dans la Responsabilité Sociétale des Entreprises. Certains secteurs seront particulièrement étudiés : bâtiments et matériaux, agro-alimentaire, énergie, chimie. Le Comité 21 contribue à ce groupe de travail et invite ses adhérents à partager leur point de vue pour que ceux-ci soient relayés. Sarah Schönfeld - schonfeld@comite21.org



Intervention de Bettina Laville sur l'écologie intégrale

Bettina Laville, présidente du Comité 21, est intervenue présente à Bourg-en-Bresse le 2 octobre à la conférence « Au XXIe siècle, comment sommes-nous citoyens de la planète ou citoyens du monde ? », organisée par l'Eglise dans les Pays de l'Ain. A un moment où l'accélération de la dégradation de la biosphère est visible et menaçante, il ne s'agit pas



climatique et globale qui se fait de plus en plus sentir sur les systèmes humains et les milieux naturels. Ces barrières à l'action ne sont pas toutes connues et peuvent prendre de multiples formes, allant

d'obstacles économiques, techniques ou organisationnels à ceux d'ordre cognitif. À l'opposé, de multiples leviers visant à les contourner demeurent disponibles et permettent, quand ils sont mobilisés, d'accélérer les transformations aux différentes échelles concernées. Le dernier atelier du programme 2018-2019 sur l'adaptation aux changements climatiques du Comité 21 vise à s'attarder sur ces blocages qui réduisent l'action face aux changements climatiques et sur les dispositifs qui l'accélèrent. À partir de résultats de recherche, de cas d'études et d'un atelier collectif stimulant les échanges d'expériences sur la question, l'atelier souhaite offrir à ses participants des éléments permettant de mieux cerner les contours des formes de résistance à l'action. Il aura lieu le 13 novembre 2019 de 14h30 à 17h30, à Paris - *réservé aux adhérents*. [Inscription](#). Virginie Hugues - hugues@comite21.org

5 novembre : participez à notre journée décryptage et mise en oeuvre de la feuille de route des ODD par les acteurs non étatiques



Le 20 septembre, à l'occasion de l'anniversaire des ODD, Elisabeth Borne, ministre de la Transition écologique et solidaire présentait la feuille de route nationale pour l'Agenda 2030 (cf. rubrique « Pour en savoir plus »). Le Comité 21 a décidé d'organiser un journée multi-acteurs de décryptage, consacrée à l'appropriation de

la feuille de route nationale des ODD, le 5 novembre à Paris. A travers des conférences et des groupes thématiques multi-acteurs et entre pairs, le Comité 21 et ses partenaires (**Global compact France**, CGDD, CEREMA, **La Fonda**, **Empreintes citoyennes**, **SDSN**) décrypteront pour vous cette feuille de route et vous inviteront à identifier les leviers d'action au niveau de votre organisation. [Programme](#) - [Inscription](#). Sarah Dayan - dayan@comite21.org

On parle du Comité 21

Bettina Laville aux grands Prix des villes de BFM Business



Parce qu'aujourd'hui nos villes se développent et innent sans cesse, BFM Business met en valeur les initiatives de 15 villes françaises. Le 31 août dernier, Bettina Laville, présidente du Comité 21, est intervenue dans l'émission « Les Grands prix des villes », animée par Edwige Chevrillon, pour mettre en valeur les initiatives sur la mobilité et la transition écologique, au côté de Jean-François Fontaine, maire de la Rochelle, Claude Solard, directeur général de SNCF Gares et Connexion, Laurent Hénart, maire de Nancy, et Jean-Baptiste Gernet, adjoint au maire de Strasbourg en charge des mobilités. Lors de la cérémonie des Grands Prix BFM Business des Villes avec 12 lauréats à l'Hôtel de ville de Paris, le 18 septembre dernier, la présidente du Comité 21 a remis le prix « Mobilité et transition écologique » à La

simplement de reconnaître que nous sommes entrés dans l'anthropocène, mais aussi d'esquisser des principes sociétaux qui permettent d'y vivre. La citoyenneté planétaire est un principe fondateur de cette nouvelle ère, avec ses déclarations principales, ses institutions et ses acteurs. Dans ce monde morcelé, tous les textes internationaux, tous les appels religieux, toutes les marches citoyennes aspirent à retrouver le sens du bien commun. [Voir l'intervention](#)



« Ensemble, développons les achats responsables », une rencontre de l'AMF le 26 septembre

L'Association des Maires et des présidents d'intercommunalité de France et le Réseau Gesat ont organisés, le 26 septembre, une journée-débat « Ensemble, développons les achats responsables » destinée à fédérer les acteurs de l'économie sociale et solidaire autour de grandes thématiques RSE. Sarah Schönfeld est intervenue lors d'une table-ronde « Comment prendre en compte les préoccupations environnementales lors de l'acte d'achat ? » en précisant que le Comité 21 s'était lancé dès 2005 sur la thématique des Achats responsables avec la publication d'un [ouvrage de référence](#) en partenariat avec l'AFNOR. « Il est donc urgent de s'y mettre... on est en retard par rapport aux outils dont on dispose... Cela ne coûte pas forcément plus cher, et on peut avoir des externalités positives sur son territoire qui en valent le coup ». Sarah Schönfeld schonfeld@comite21.org



Le baromètre 2019 des solutions durables vient de sortir !

A l'occasion de son Forum Mondial 2019 et du quatrième anniversaire des ODD, Convergences a publié la 3e édition du Baromètre des Solutions Durables. Le baromètre présente les résultats exclusifs d'un sondage mondial sur l'appropriation des ODD par les citoyens. Ce sont plus de 26 000 personnes qui ont participé partout dans le monde à cette enquête réalisée par Global Survey. Dans ce baromètre, la directrice du Comité 21, Sarah Schönfeld, présente l'ODD n°10 : réduire les inégalités dans l'article "Et si la durabilité, c'était l'égalité ? la lutte contre les inégalités : pivot de l'Agenda 2030" en soulignant le lien indéfectible entre réduction des inégalités et transition écologique. Le Baromètre propose des analyses et des solutions transformatrices qui permettent d'envisager les changements contemporains qui secouent le monde comme autant d'opportunités de construire un avenir durable pour tous. [Pour en savoir plus](#)

Formations du Comité 21



17 et 18 octobre à Paris : La RSE pour les petites et moyennes entreprises

La responsabilité sociétale (RSE) n'est pas réservée aux grandes entreprises ! Que vous soyez dirigeant ou salarié, que vous fassiez partie d'une TPE, PME, ETI, si vous menez ou souhaitez mener des actions relevant de la Responsabilité Sociétale et Environnementale, alors ce programme est fait pour vous ! Cette formation vous permettra de : découvrir les concepts et enjeux de la RSE ; savoir repérer les opportunités de création de valeur pour son entreprise ou son organisation ; comprendre les étapes méthodologiques menant à une démarche de RSE structurée et adaptée à son organisation ; Être en capacité d'animer une démarche auprès des équipes avec succès ; Comprendre les dynamiques territoriales auxquelles participer, s'inspirer des bonnes pratiques et se mettre dans une logique de dialogue avec les parties-prenantes. Cette méthodologie en huit étapes clés, simple et claire, vous fournira les outils concrets pour faire de votre démarche RSE une opportunité, éviter les pièges et maintenir la dynamique dans la durée. - [Pour en savoir plus](#) - 17 et 18 octobre à Paris : [Inscriptions](#) - 5 et 6 décembre à Nantes : [Inscriptions](#) - Sarah Dayan - dayan@comite21.org

Rocheville, Nancy et Strasbourg. Le prix « Formation, Éducation et Recherche » a été décerné à Montpellier et Poitiers. Le prix « Développement des territoires » à Lorient et Perpignan. Le prix « Attractivité touristique et culturelle » à Nice et Metz. Et celui du « Politique de la ville et Proximité » à Lille, Toulouse et Grand Paris Sud. [Voir l'émission](#) du 31 août. [Voir la remise des prix](#)

Le Comité 21 partenaire

Le Mobile Film Festival invite à l'action contre le changement climatique : participez à l'appel à films !



Le Comité 21 est très heureux d'annoncer son partenariat avec le Mobile Film Festival soutenu par YouTube Creators for Change et UN Climate. La prochaine Conférence des Parties, la COP 25, se tiendra au Chili du 2 au 13 décembre 2019. Le Mobile Film Festival a choisi d'être dans l'action en rejoignant la campagne ACT NOW on climate change

lancée par le Secrétaire Général de l'ONU, Antonio Guterres. Pour cette édition exceptionnelle, le Mobile Film Festival revient avec les règles qui ont fait son succès : 1 Mobile, 1 Minute, 1 Film, tout en imposant aux réalisateurs un thème engagé : **ACT NOW on climate change**. Les réalisateurs sont ainsi invités à soumettre des films présentant des futurs souhaitables qui se construisent dès à présent au travers de nombreuses initiatives portées dans le monde entier par des citoyens et des ONG engagés. Depuis 15 ans, le Mobile Film Festival défend les valeurs d'égalité et de découverte en éliminant les contraintes économiques grâce à l'utilisation du mobile ainsi que l'inscription gratuite au festival, tout en valorisant la créativité des réalisateurs qui doivent raconter une histoire en une minute maximum. Un festival 100% digital, tel est l'ADN du Mobile Film Festival depuis sa création. Lors de la précédente édition, le Mobile Film Festival a reçu plus de 700 films de 81 pays et a réalisé une audience de 21 millions de vues. L'objectif du Mobile Film Festival est de révéler et soutenir les talents de demain en les aidant à se professionnaliser. [Appel](#) à films jusqu'au 16 octobre : [Communiqué](#) de presse - [Newsletter](#) - 2 bandes-annonces : [lien 1](#) - [lien 2](#)

18 novembre: un webinar sur l'Adaptation organisé par le Comité 21, partenaire du Sommet Virtuel du Climat



Initié par l'APCC (Association des Professionnels en Conseil Climat, Énergie et Environnement), et co-porté avec l'ADEME, l'ABC, CEREMA et CINOV, le Sommet Virtuel du Climat, 1er événement 100% en ligne

dédié au climat, se déroulera du 18 au 28 novembre 2019. A destination des entreprises, collectivités et acteurs de la finance, cet événement sera composé d'une trentaine de webconférences et d'une journée de salon virtuel. Les webconférences s'articuleront autour d'interventions d'experts et de témoignages, afin de fournir des clés de réponses et des leviers d'actions concrets aux organisations pour leur permettre de mieux passer à l'action face aux problématiques du changement climatique. Le salon virtuel quant à lui sera l'occasion pour les participants, intervenants et sponsors, d'interagir librement. Dans ce contexte, ses membres ont droit à une réduction de 15% sur les 3 packs Sponsor Officiel, Sponsor & Salon. Le Comité 21, partenaire du salon, est heureux d'organiser le 18 novembre un webinar « Adaptation au changement climatique: exemple de collaboration entre acteurs du territoire » avec les interventions de Maurizio Mariani (Eating City) et Philippe Renier (Grand Port Maritime de Bordeaux). [Programme](#) - [Pour en savoir plus](#)



4 et 5 novembre à Nantes : Organiser et animer un processus de concertation avec les acteurs du territoire

La concertation a pour objectif de rassembler les acteurs d'un territoire dans leur diversité (y compris les habitants) autour de politiques ou de projets à coconstruire et/ou à partager. Les finalités d'un tel processus sont diverses : établir une culture territoriale commune, améliorer la qualité et la forme d'un projet, optimiser sa mise en oeuvre, déminer des situations de blocage. Elles varient selon les contextes et les ambitions. Quels sont prérequis à toute démarche de concertation ? Quelles questions se poser et comment planifier un processus complet ? Quels méthodes et outils employer pour réussir l'association des acteurs locaux ? Quelle posture pour l'animateur ? Quelle différence avec la facilitation de groupe ? Cette formation met l'accent sur les retours d'expériences, les bonnes questions à se poser et les outils pratiques. - [Pour en savoir plus](#) - [Inscriptions](#) - Alexandre Pleurdeau - pleurdeau@comite21.org



14 et 15 novembre à Paris : Le B.A.-BA du dialogue avec les parties prenantes

Le dialogue avec les parties prenantes est devenu un axe essentiel dans le déploiement d'une politique de développement durable. C'est un exercice qui suscite souvent beaucoup d'attentes et d'interrogations. C'est pourquoi il doit être dûment préparé en amont pour que les équipes dirigeantes et opérationnelles qui s'y engagent, ainsi que leurs parties prenantes, soient à même de remplir les objectifs à l'origine de la démarche. Cette formation vous propose de vous approprier les enjeux, la méthodologie et les outils d'un dialogue réussi avec les parties prenantes. Pourquoi organiser un dialogue avec les parties prenantes ? Quand et comment lancer la démarche ? Quels écueils éviter ? Quels outils utiliser ? Toutes ces questions seront abordées pendant la formation afin que votre organisation puisse tirer les bénéfices du dialogue avec ses parties prenantes. - [Pour en savoir plus](#) - [Inscriptions](#) - Sarah Dayan - dayan@comite21.org



20 et 21 novembre à Paris : Comprendre les politiques et les programmes européens relatifs au développement durable

Vous êtes porteur de projets publics et privés ? Vous souhaitez lancer une action pour le développement durable ? Cette formation est faite pour vous ! Jean Pierre Dutruge, délégué général d'Enviropea, vous apprendra à mobiliser les instruments financiers européens au niveau national et régional. En effet, l'Union européenne a développé pour la période 2014-2020 un ensemble de programmes et d'instruments financiers qui contribuent à la mise en oeuvre de ses politiques. Des moyens financiers importants sont ainsi mis à la disposition des porteurs de projets publics et privés pour développer leurs actions. Le cadre financier pour la période 2021-2027 sera défini plus précisément au cours de l'année 2019 et il est important de le connaître, le comprendre et s'y préparer. A la fin de la formation, vous : connaîtrez les fondamentaux des politiques européennes de l'environnement, du climat et du développement durable ; comprendrez les instruments de la mise en oeuvre de ces politiques et les programmes de financement; serez en capacité de choisir le programme le mieux adapté à vos projets; disposerez d'un cadre pour la définition d'une « stratégie européenne » pour votre organisation ou pour vos projets; appliquerez ces éléments à vos projets et à votre organisation ! [Pour en savoir plus](#) - [Inscriptions](#) - Sarah Schönfeld - schonfeld@comite21.org

Candidatez à la 6e édition des Trophées des campus responsables!



Face aux défis sociaux et environnementaux, l'enseignement supérieur est à l'avant-garde pour penser et construire les alternatives de demain. Les Trophées des campus responsables visent à mettre en avant des solutions éprouvées et innovantes aux enjeux de développement durable. Pour les universités et les grandes écoles, les Trophées sont un moyen de démontrer leur engagement sur les 17 Objectifs de développement durable des Nations Unies. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 30 novembre 2019. Les Trophées des campus responsables constituent le volet francophone des [Green Gown Awards](#) qui existent depuis 2004 au Royaume-Uni, 2009 en Australie et Nouvelle-Zélande et 2014 en France. Le Comité 21 est partenaire du programme « Campus responsables » depuis sa création. [Pour en savoir plus](#)

Appel à projet

Appel à projets de recherche GRAINE 2019 par l'ADEME



L'ADEME annonce l'ouverture officielle de la troisième édition de l'appel à projets de recherche GRAINE 2019, visant à soutenir un développement durable de la bioéconomie au sein de nos territoires. Celui-ci se déroulera en deux phases : une première phase d'appel à manifestations d'intérêts - dépôt des pré-projets avant le 16 décembre 2019 à 16h. Une seconde phase - appel à projets finalisés - dépôt des dossiers complets prévu pour mi-avril 2020. Un webinaire de présentation de l'appel est prévu le 12 novembre à 14h (un lien d'inscription sera prochainement créé). [Pour en savoir plus](#)

A lire

« Le Grand Livre de la stratégie bas carbone » de Jean Hetzel et John Shideler



Qu'est-ce que la stratégie bas carbone ? C'est une stratégie qui consiste à abaisser au maximum la consommation globale de carbone dans le cycle de vie des produits que nous consommons, de l'extraction des matières premières à leur fin de vie. Dans ce nouveau livre, Jean Hetzel (juriste et financier, président de Johanson International et spécialiste des systèmes de management) et John Shideler (président de Futurepast Inc. et directeur du programme de gaz à effet de serre chez NSF International) démontrent comment cette démarche constitue indiscutablement l'une des réponses les plus efficaces pour limiter l'effet de serre et le réchauffement climatique... Adoptant une approche professionnelle et technique, destinée aux entreprises comme aux collectivités, ce livre présente de

manière concrète et opérationnel tous les principes d'une stratégie bas-carbone avec une boîte à outils complète pour la mener à bien. [Pour en savoir plus](#). Ed. Afnor - 408 pages - 36,96 €

«Devant l'effondrement : Essai de collapsologie» de Yves Cochet



Les années à venir ouvriront la période la plus bouleversante qu'aura jamais vécu l'humanité en si peu de temps. L'effondrement de notre civilisation industrielle s'y produira à l'échelle mondiale. Scénarios envisagés : réduction importante de la population mondiale, ruine des Etats incapables de gérer les questions de santé ou de sécurité, fin des énergies fossiles et nucléaires, passage obligé vers une alimentation plus végétale, locale et saisonnière ainsi que l'avènement d'une mobilité low tech, sans voitures ni avions. Différentes questions se posent : pourquoi un tel déni de réalité de la part des dirigeants du monde ? Y-aura-t-il encore une humanité civilisée en 2050 ? Dans quelles conditions de vie subsisteront les êtres humains ? C'est à ces questions que tente de répondre Yves Cochet, ancien ministre de l'écologie et parlementaire, docteur en mathématiques et président de l'Institut Momentum (groupe de réflexion sur l'imminence de l'effondrement et des moyens à mettre en oeuvre pour tenter de réduire son ampleur). - [Pour en savoir plus](#) - [Acheeter le livre](#) - Ed. les liens qui libèrent. - 256 pages - 18 €

Eco-dates

5-13/10 dans toute la France - Fête de la science : festivals, villages des sciences, expositions - Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation - [en savoir plus](#)

08/10 à Paris - débat « ESS et Création de valeur » - La Fonda, le Labo de l'ESS, l'Avisé - [en savoir plus](#)

10/10 à Lyon - Rencontres régionales de la mobilité au travail - L'APCC (Association des Professionnels en Conseil Climat Énergie et Environnement), l'ADEME, le CEREMA (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement), la Métropole du Grand Lyon - [en savoir plus](#)

10/10 à Paris - manifestation Inno Génération - BpiFrance - [en savoir plus](#)

10-11/10 à Montréal - colloque international « L'éducation relative au changement climatique : principes, approches et pratiques en milieu formel et non formel » - Centr'ERE - [en savoir plus](#)

11-13/10 : 4ème édition « Ocean Hackathon » - Ifremer, Shom, Cluster maritime français, Agence Française pour la biodiversité - [en savoir plus](#)

15-17/10 à Lille - World Forum 2019 - Réseau Alliances - [en savoir plus](#)

16-18/10 à Bastia - Hackathon de l'économie circulaire - EMAHO et l'ADEME - [en savoir plus](#)

22-24/10 à Biarritz - 4ème colloque national des aires marines protégées, appel à contribution - Ministère de la Transition écologique et solidaire, Agence Française pour la Biodiversité, Biodiversité tous vivants, UICN Comité Français - [en savoir plus](#)

4-6/11 à Bordeaux : colloque « Arbre, forêt, bois et société » - Agence Nationale de la Recherche et ADEME - [en savoir plus](#)

6-8/11 à Paris : 40ème rencontre des agences d'urbanisme - Institut Paris Région - [en savoir plus](#)

7/11 à Paris : séminaire « Quels enjeux pour la transition écologique et solidaire ? » - Ministère de la Transition écologique et solidaire - [en savoir plus](#)

8/11 à Paris : enquête sur le résumé pour décideurs de l'évaluation mondiale IPBES - OREE, Fondation Pour la Recherche sur la Biodiversité - [en savoir plus](#)

13-14/11 à Aix les Bains : colloque « Ex-Situ / In-Situ, réintroductions d'espèces animales : la chaîne des compétences » - UICN - [en savoir plus](#)

14/11 à Paris : colloque « Révision de la politique européenne de l'eau : avec ou sans la France ? » - Cercle Français de l'Eau - [en savoir plus](#)

15/11-01/12 partout en France : Festival des Solidarités - réseau de 24 associations de solidarité internationale et d'éducation populaire - [en savoir plus](#)

17/11 à Paris : débat sur « l'entreprise, actrice du social et de l'environnement sur son territoire ? » - groupe de Bobigny, le Panel International pour le progrès social

19-21/11 à Paris : salon des Maires et des Collectivités Locales Villes « Territoires durables horizon 2030 » - AMF - [en savoir plus](#)

19-25/11 partout en France : la Semaine de l'Innovation Publique - Secrétariat général pour la modernisation de

l'action publique - [en savoir plus](#)

22/11 à Paris : Assises nationales du commerce équitable origine France - [en savoir plus](#)

28/11 à Paris : colloque « Les mobilités en mouvement : une opportunité pour une Cité inclusive » - Délégation Ministérielle à l'Accessibilité - [en savoir plus](#)

28/11 à Paris : conférence : « l'influence marketing à l'heure de l'engagement responsable » - Stratégies - [en savoir plus](#)

5-6/12 à Paris : 4ème édition JIPES 2019-Journées nationales de l'Innovation pédagogique dans l'Enseignement supérieur « L'approche par compétences, un levier pour la transformation pédagogique ? ». - Passion Enseignement et Pédagogie dans le Supérieur, Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation - [en savoir plus](#)



Paris
4, rue Foucault
75016 Paris
Té debate : 01 55 34 75 21
comite21@comite21.org

Réseau Grand Ouest
3, Bd de la Loire
44200 Nantes
Té debate : 02 28 20 60 80
comite21@comite21.org

www.comite21.org

